

# L'Humanité



# Rouge

*Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 309

Vendredi 18 juillet 1975

## OUI AU RENFORCEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE! NON AU CHOMAGE EN UNIFORME!

Le gouvernement a annoncé hier différentes mesures destinées à améliorer solidant la situation des soldats. Il s'agit en réalité de poudre aux yeux. La principale de ces mesures vise un but tout autre que celui proclamé officiellement. Les jeunes pourront rester à l'armée jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un emploi, en signant des contrats de quelques mois. Quel a été le souci du gouvernement ? Tout simplement camoufler le chômage des jeunes. La bourgeoisie vit dans la hantise de ces centaines de milliers de jeunes qui en septembre seront sans travail, non pas parce qu'elle s'inquiète de leur sort mais parce qu'elle a peur qu'ils se dressent dans la lutte. Par cette mesure, ajoutée à d'autres, elle escompte faire passer en douceur le chômage. Bien entendu, après avoir rempli quelques mois, les jeunes ne trouveront pas plus de travail. Mais enfin, la bourgeoisie espère ainsi désamorcer la colère des jeunes et pouvoir passer le cap de l'automne sans trop de secousses. Quant à nous, nous agissons pour que la jeunesse se mobilise contre le chômage et les licenciements aux côtés des autres travailleurs, pour qu'elle rejette les mesures destinées à l'endormir. Nous agissons également pour l'amélioration réelle des conditions de vie des soldats, pour qu'ils jouissent des libertés démocratiques. C'est là quelque chose qui est indispensable au renforcement de la dé-

fense nationale. Renforcer la défense nationale est en effet nécessaire et les mesures annoncées par le gouvernement n'y contribuent pas.

Ces jours-ci plus que jamais, les sociaux-impérialistes russes et les dirigeants du P«C»F cherchent à renforcer les illusions sur la «détente». Tel est bien le but de la conférence d'Helsinki. Pendant qu'ils cherchent à affaiblir la vigilance des peuples européens, les sociaux-impérialistes russes renforcent leurs armements, leurs préparatifs de guerre dont le but est le contrôle de l'Europe.

Ceux-là mêmes qui ont envahi la Tchécoslovaquie parlent de non-recours à la force dans les relations entre Etats, comme Hitler à Munich. En France, les dirigeants du P«C»F mènent campagne pour affaiblir parmi les jeunes et la population la conscience de la nécessité de la défense nationale, pour affaiblir la défense nationale afin de désarmer notre peuple face à une agression du social-impérialisme russe.

Quant à nous, aujourd'hui plus que jamais, nous appelons les travailleurs, la jeunesse à agir pour le renforcement de la défense nationale, en particulier pour qu'à l'armée les soldats exigent une formation militaire réelle et non pas pour qu'ils soient des chômeurs en uniforme.

André COLERE

## Israël au ban des nations

*Une quarantaine de pays musulmans, en présence des représentants de la ligue arabe et l'OUA viennent d'adopter, à l'issue de la sixième conférence islamique qui se tenait en Arabie Saoudite la décision «de déployer tous les efforts pour faire expulser Israël de l'Organisation des Nations unies et de toutes les organisations internationales dont ce pays est membre».*

*Cette orientation doit également être débattue prochainement au sommet de l'OUA et à la prochaine conférence des pays non-alignés qui se tiendra à Lima.*

*Adoptée à la demande de l'OLP, sans aucune restriction des participants, la résolution «condamne les actions illégales que pratique Israël contre le peuple et le territoire palestinien» et dénonce «les actes d'Israël comme des crimes de guerre et un défi à l'humanité... qui doivent être combattus par tous les moyens». Elle fait suite aux mesures d'écartement d'Israël des instances de l'UNESCO. Israël risque aussi de se retrouver prochainement, comme sa grande amie l'Afrique du Sud raciste, au ban des nations.*

*Voilà en tout cas une cinglante réplique aux menaces proférées par Kissinger envers le tiers monde.*

*Voilà aussi une situation plus qu'embarassante pour l'URSS : il a récemment accru ses pressions sur les pays arabes pour tenter de leur faire reconnaître «le droit à l'existence et au développement d'Israël».*

*Nul doute que l'offensive déclenchée contre Israël à Djeddah contribuera à démasquer plus nettement encore la prétendue «alliée naturelle des pays arabes».*

## COMORES Le peuple déjouera les manoeuvres et ingérences colonialistes

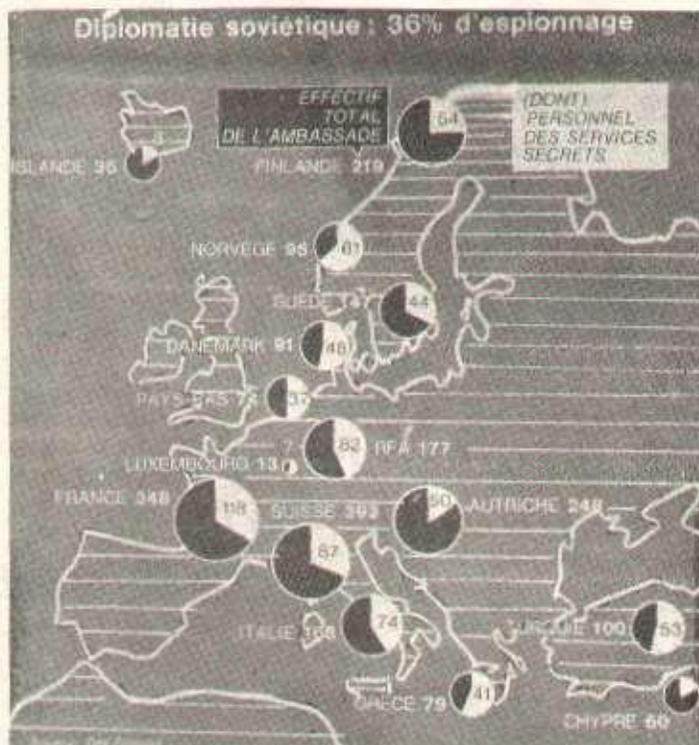
Aux Comores le colonialisme manoeuvre pour se maintenir en place. A l'annonce de la décision du peuple comorien de proclamer l'indépendance, la France a truqué les élections pour garder Mayotte dans son orbite. Et le 14 juillet, elle a envoyé dans cette île le directeur du cabinet civil du représentant français à Moroni, Roland Veyrent, comme consul. Cela a aussitôt été dénoncé par les représentants du peuple comorien comme «une ingérence dans nos

affaires intérieures et une provocation inadmissible». En outre le colonialisme français cherche à fomentier divers troubles, il recourt à la subversion intérieure. C'est ainsi qu'il entretient des hommes de paille, qui n'ont que leur proche entourage en guise d'audience, dans la perspective d'un coup d'Etat.

Rappelons enfin que le colonialisme français maintient aux Comores sa légion étrangère et des gendarmes pour tenter de

baillonner ceux qui sont favorables à l'indépendance.

Jamais puissance colonialiste n'a accepté de se retirer et de perdre ses sources de profit pacifiquement. La France hier comme aujourd'hui ne fait pas exception à la règle, mais les peuples de toutes les colonies et tous les peuples qu'elle exploite encore d'une façon ou d'une autre sauront sans nul doute lui imposer leurs justes volontés.



La carte ci-dessus a été établie à partir d'un rapport sur « la stratégie de l'URSS en temps de paix », publié par un groupe d'étude britannique.

Selon ce rapport, il y a deux ans sur 2 146 citoyens soviétiques en poste dans les capitales occidentales, 778 travaillaient pour le compte du KGB (services secrets politico-économiques) et du GRU (espionnage militaire). Les espions sont recrutés aussi bien chez les diplomates, les journalistes, les membres des organisations internationales et des missions commerciales.

La carte indique que la France et la Suisse arrivent en tête pour la présence des espions ! Pas de chiffre pour la Grande-Bretagne : on se souvient qu'en septembre 1971, 105 « diplomates » soviétiques avaient été expulsés pour cause d'espionnage. Et en deux ans, ces chiffres ont augmenté sans aucun doute.

Autant de faits que confirme l'expulsion discrète ou non de « diplomates » de différentes capitales européennes et qui manifestent « l'intérêt » redoublé que les dirigeants soviétiques portent à l'Europe occidentale.

## CRISE SOCIALE AUX ETATS UNIS

L'oppression engendre la lutte. Depuis le début de 1975, les grèves éclatent l'une après l'autre. Il y a déjà eu quatre grands rassemblements à Washington pour que le gouvernement fédéral prenne des mesures contre le chômage. Le dernier a rassemblé 60 000 travailleurs, fait sans précédent ces dernières années. A coup sûr, la crise politique, économique et sociale contribue à l'éveil du peuple américain.

Drogues, suicides, recrudescence de la religion expriment le désarroi moral du peuple américain et traduisent l'ampleur de la crise.

La grande Amérique commence à connaître l'incertitude et l'appréhension. De l'aveu même de la presse américaine :

Presque un Américain sur 10 est sans travail ; les bureaux d'aide aux chômeurs sont débordés ; et leurs ressources s'épuisent. Le nombre de personnes qui vivent des tickets d'alimentation est passé de 13,5 millions en juin à 18,4 millions aujourd'hui. A San Francisco, un habitant sur 7 reçoit des tickets.

La criminalité a progressé dans ce contexte de 17 % en 1974 par rapport à 73. 10 millions de « crimes graves » en une année note le FBI !

## VENTES RECORD D'ARMES SOVIETIQUES ET AMERICAINES AU MOYEN ORIENT

Le Moyen-Orient est devenu le marché No 1 pour les deux grands marchands de canon du monde.

Les chiffres sont impressionnants : 7 milliards de dollars d'armes US pour l'année 1974 (contre 1,6 milliard en 1972). Du côté soviétique : 6,7 milliards de dollars d'octobre 73 à fin 74 ! Et les ventes ont continué au même rythme de part et d'autre depuis le début de cette année.

Point de convergence entre les trois continents, Europe, Asie et Afrique, riche en pétrole, le Moyen-Orient occupe une place très importante dans les stratégies globales des deux supergrands. Chacun s'efforce de monopoliser la source d'approvisionnement en armes des pays du Moyen-Orient, car c'est un moyen pour contrôler le « robinet du pétrole » et étendre sa propre hégémonie dans la région.

Washington surévalue l'Etat sioniste depuis des années ; il fait des pressions ouvertes sur les pays arabes. Moscou est plus insidieux et sous couvert d'être « l'allié naturel » des pays arabes en lutte contre les agresseurs sionistes, ils ont rafflé d'énormes marchés d'armements.

Et quels armements ! Les révisionnistes soviétiques ont souvent agi comme des filous : ils ont repeint des armes démodées, y ont inscrit de nouvelles marques et les ont livrées contre devises, matières premières, pétrole ou coton ! La revue égyptienne « Al Ahram economist »

a fait le compte des marchandises spoliées par l'URSS de 1960 à 1973, dont 1,165 million de tonnes de coton brut, revendu à haut prix par la suite ! Quant aux intérêts des achats non payés cash, ils sont des plus élevés.

L'approvisionnement en armes par l'Union soviétique ne lui est pas seulement une source de profit, c'est aussi un moyen de pression et de contrôle politique et militaire. En octobre 73 elle a refusé des pièces de rechange et de nouvelles armes aux pays en prise avec l'agression israélienne ; par ailleurs, les livraisons sont assorties de conditions : installations de « conseillers » militaires, de bases, possibilités d'utiliser ports et aéroports... Les Egyptiens en savent quelque chose ; ainsi le président Sadate a-t-il pu s'exclamer : « Les manières brusques et grossières des Soviétiques font penser qu'ils voulaient prendre la conduite de tout ».

Et les Egyptiens se sont opposés à plusieurs reprises à de telles méthodes : ils ont expulsé les conseillers soviétiques, et ont dénoncé l'hégémonisme. D'autres pays ont pris conscience que le but des deux superpuissances est de créer troubles et tensions dans la région pour y étendre leur propre influence ; les facteurs d'une nouvelle guerre dans la région augmentent du fait de leur rivalité, qu'expriment leurs ventes massives d'armes.

## DEPECHE

### MADAGASCAR

Le 15 juillet Madagascar a fermé définitivement la station de la NASA américaine installée dans l'île. Et ceci en raison du refus de paiement de la location des terrains occupés par la NASA. Les temps ont changé : l'oncle Sam ne peut plus en faire à sa tête de par le monde.

### SAIGON-GIA DINH

Plus de 500 usines de Saïgon ont repris leur production au cours des deux mois qui ont suivi la libération de la ville. Il a fallu beaucoup d'efforts pour surmonter les difficultés : nécessité de l'approvisionnement en carburants, du remplacement des équipements, de liquidités fournies par la Banque nationale du Viêt Nam.

### LA REUNION (océan indien)

Aux entreprises de la SPIE-Batignolles, dans l'île de la Réunion, encore colonie française, les ouvriers sont en grève depuis le 16 juin. Après une grève d'avertissement d'une journée le mois précédent, pour l'obtention des indemnités. Le patron enragé crut bon de licencier arbitrairement un délégué du personnel du Tampon. En protestation les ouvriers des autres chantiers débrayèrent après ceux du Tampon et de Saint-Pierre. Ils exigent la réintégration de leur camarade et le respect du droit syndical. Encouragés par l'ampleur du mouvement, ils réclament des meilleures conditions de salaire, le respect de la législation du travail (hygiène, sécurité...) et le paiement des primes promises (panier, déplacement...).

Comme toujours, pour briser la grève, le patron fait appel aux « jaunes » et à d'autres entreprises (Jeumont Réunion, Entreprises réunionnaises, etc). Devant la protestation des grévistes d'une part, et le refus de certains ouvriers conscients d'être utilisés comme briseur de grève d'autre part, le patron fit appel aux chiens de garde de la bourgeoisie.

Malgré les pressions et les provocations la lutte continue.



## ABONNEZ-VOUS

22 Nos ( 1 mois ) 22 F

Nom.....

Adresse.....

## SOUSCRIVEZ

- Par mandat ou mandat-lettre adressé à « l'Humanité rouge » - BP 365 75064 Paris Cedex 02.
- Par mandat directement versé sur notre CCP 30 226-72 La Source.

**SAFT (BORDEAUX)****Les travailleurs s'opposent à l'exclusion d'un des leurs de la CGT**

Onze travailleurs sur 25 présents à une assemblée générale de la CGT de la SAFT se sont opposés à l'exclusion d'un jeune travailleur, militant marxiste-léniniste, de la CGT.

Dans le quotidien du 28 juin, notre correspondant de la SAFT à Bordeaux nous relatait les manœuvres entreprises pour exclure ce jeune travailleur de la section CGT à laquelle il appartenait. Aujourd'hui, nous apprenons que malgré une forte opposition de ses camarades de travail, en dépit de tout respect de la démocratie syndicale, l'exclusion a été prononcée. Nos camarades ont diffusé un tract de l'Humanité-Rouge mettant en relief le caractère systématique des exclusions arbitraires de militants révolutionnaires et parmi eux les marxistes-léninistes dans de nombreuses usines lorsqu'ils s'opposent à leur ligne de trahison ouvrière sur le plan des luttes sociales et de trahison nationale sur le plan politique. Un autre tract fait par notre camarade, que nous publions ci-dessous, devait rétablir la vérité sur son exclusion. A SAFT-Bordeaux, comme ailleurs, l'opposition des travailleurs à une telle ligne et à de telles méthodes n'a pas fait défaut et grandit de plus en plus.

Camarades syndiqués et sympathisants de la section CGT, voilà plus de 10 jours maintenant que le bureau convoquait une assemblée générale le jeudi 27 juin.

A cette assemblée générale, 25 étaient présents en début de réunion ; le secrétaire Brisson a demandé mon exclusion de la section ; j'ai été exclu alors que 11 camarades présents ont voté contre cette exclusion.

*L'orientation actuelle de la CGT, je suis contre.*

G. Séguy déclarait à la télé le 7 novembre 1974 : « Il n'y a aucune raison pour qu'un syndiqué soit exclu même s'il est en désaccord systématique avec l'orientation de la CGT ».

*Ça, ce sont des paroles. Et ces paroles-là sont des mensonges ! Nous en avons plusieurs fois la preuve dans l'usine.*

Mon exclusion est antistatutaire. Elle est antisyndicale. En paroles, on prétend vouloir renforcer le syndicat, et en réalité on exclut le premier qui critique. (...)

Je suis contre l'orientation de la CGT aujourd'hui et dans nos syndicats, la tâche de tous les travailleurs est de dénoncer les dirigeants jaunes du P.C.F. pour pouvoir mener la lutte de classe véritable.

Le programme revendicatif de la CGT trahit la lutte de classe :

- L'augmentation des salaires en pourcentage favorise les hauts salaires. Les gros sont toujours plus gros, les nôtres pas !

- L'échelle mobile veut nous faire croire qu'on peut avoir des salaires évoluant avec le coût de la vie, alors que nous savons tous que les patrons dans le capitalisme cherchent toujours à reprendre ce qu'ils ont lâché...

- La CGT accepte les licenciements contre d'illusoire promises de reclassements. Mais où va-t-on nous reclasser si on licencie aujourd'hui alors qu'il y a plus d'un million de camarades au chômage !

- Les moyens d'action de la CGT ce sont des parloties, des discussions autour du tapis vert chez les patrons, les fesses bien calées dans des fauteuils confortables.

C'est la collaboration de classe, la trahison de la classe ouvrière. Seule la lutte classe contre classe défend nos intérêts.

*Un exemple camarades : à l'imprégnation, pour certains camarades travaillant aux chaînes, les conditions de travail sont insupportables en été. Cela fait 4 ou 5 ans que les ingénieurs et le patron promettent des transformations, 4 ou 5 ans aussi que les délégués, Brisson en tête, gobent ces promesses ! Et rien n'avancait jusqu'à ce que trois camarades décident de faire la grève aussi renforcés par la solidarité de 6 autres dans l'atelier. La leçon est simple : l'unité a payé, l'action a payé, la lutte a payé !*

Dès le lendemain, les murs tombaient, la douche était payée aux camarades et les travaux pour rehausser le toit ont apparemment commencé.

*La CGT soutient le Programme commun*

Ce programme ne propose même pas le socialisme ! Il propose de maintenir et de renforcer le système capitaliste. Il propose l'encadrement fasciste des travailleurs par le P.C.F. : Pas un mot sur le pouvoir de la classe ouvrière. L'État comme les usines resteront aux mains des capitalistes, des patrons, notre exploitation sera renforcée.

*L'application de ce programme antiouvrier permettrait au parti anti-communiste français de jouer pleinement son rôle : manœuvres en France pour les intérêts de la Russie capitaliste et impérialiste d'aujourd'hui.*

La CGT est dominée et contrôlée par les dirigeants du P.C.F.

*La CGT a été un grand syndicat de lutte de classe, elle ne l'est plus !*

Elle applique rigoureusement depuis la section comme la SAFT jusqu'au Bureau confédéral, la ligne politique de ce parti de dirigeants traîtres à la classe ouvrière mais qui trahissent aussi notre indépendance nationale.

Et le jour est proche où tous les patriotes et où tous les prolétaires, démasqueront ce que fait Brisson et les quelques membres du bureau (ceux qui ont la « carte »).

*Brisson, tu marchandes, tu trahis !* Vendredi dernier 4 juillet, un bulletin du syndiqué, signé du bureau était diffusé, ce tract hypocrite et fumier essaye de me faire passer pour un gauchiste à vos yeux. *A ce tract une seule réponse : Brisson menteur, socialiste en paroles, fasciste dans les faits !*

**GERVAIS-FINDUS (ORSAY)****Les travailleurs de Gervais-Findus ont montré l'exemple**

C'est en effet dans des conditions difficiles que les travailleurs se sont mis en grève pour des augmentations de salaire, des diminutions d'horaires et l'amélioration des conditions de travail : section syndicale très jeune (CGT), zone industrielle nouvelle sans tradition de lutte, et surtout, seules les agences de Bobigny et d'Orsay se sont mises en grève illimitée (sur une cinquantaine).

Sur la zone industrielle de Courtabœuf, c'est la première boîte qui a mené une grève avec occupation, alors que les licenciements se succèdent sans qu'il y ait de riposte réelle, (à Ozonair, chez Tranchant, etc.). C'est aussi la première fois qu'il y a une popularisation d'une grève sur la région d'Orsay : avant, les travailleurs d'une boîte n'étaient même pas au courant de ce qui se passait dans la boîte à côté.

Pendant trois semaines, les travailleurs de Gervais-Findus ont mené leur lutte, ripostant aux provocations de la direction par l'occupation, dirigeant le Comité de soutien afin de populariser et de soutenir leur grève, rejetant les « propositions » patronales de reprendre le travail à l'ouverture des négociations : ce n'est pas pour négocier que les travailleurs se battent, mais pour obtenir satisfaction de leurs revendications !

**La lutte qu'ont menée les travailleurs est une victoire**

Parce qu'ils ont obtenu une augmentation de 130 F pour tous et le paiement de la moitié des jours de grève, et ceci pour toutes les agences.

Parce qu'ils sont résolus à poursuivre la lutte, en particulier sur les conditions de travail et sur les réductions d'horaires.

Parce que, pour tous les travailleurs de toutes les entreprises de la zone industrielle, c'est un encouragement à se battre pour leurs justes revendications.

**Mais la victoire aurait pu être plus grande**

En effet, si les travailleurs de Gervais-Findus étaient résolus à se battre — comme ils l'ont montré tout au long de cette grève — ce que l'on ne peut cacher, c'est qu'il y a eu sabotage de cette lutte au niveau du soutien et de la popularisation :

- Lorsque des camarades, qui avaient soutenu LIP et la SAFAA-Massy, ont proposé la création d'un Comité de soutien qui soit sous la direction des grévistes, tout un tas d'organisations sont arrivées : PC, PS, PSU, LCR, etc. Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge, des travailleurs habitant les Ulis, et les camarades de Front Rouge étaient pour leur part prêts à soutenir sans réserve les travailleurs ; mais les autres ? Ils voulaient qu'on mette leur signature d'organisation sur les tracts... Quand ils ont vu que les travailleurs voulaient un Comité de soutien unitaire, ces messieurs sont partis !

Ce sont des travailleurs habitant les Ulis, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge et les

camarades de FR qui ont effectivement soutenu la lutte des travailleurs de Gervais-Findus.

- Quand le Comité de soutien a proposé la tenue d'un meeting-gala de solidarité aux Ulis, l'UL CGT proposait, elle, que ce meeting ait lieu dans la vallée pour « remettre la mairie réactionnaire en face de ses responsabilités », dans une perspective électorale... drôle de conception du soutien, quand on sait que les travailleurs habitant les Ulis ne seraient pas descendus à Orsay !

- Quand Vizet est venu, il a fait sa propagande pour le Programme commun, et il en a profité pour dire à des grévistes qu'il n'était pas d'accord d'accepter le Comité de soutien : sans doute que ce comité n'allait pas dans le sens de sa propagande électorale !

- Lors de la grève des PTT, le CESFO (Comité d'entraide sociale de la faculté d'Orsay, actuellement géré par la CGT), s'était engagé à ce que les travailleurs en grève mangent gratuitement au restaurant de la fac. Là, les grévistes de Gervais-Findus ont pu manger pendant une semaine, mais en payant ; et au bout d'une semaine, on leur dit que ce n'est plus possible ! Explication d'une responsable CGT de la fac : « Les travailleurs de Gervais doivent choisir entre la CGT et le Comité de soutien... sans commentaires. »

**Que montre tout cela ?**

Le Comité de soutien a toujours montré clairement par toute ses actions qu'il entendait se mettre sous la direction des grévistes, qu'il n'était préoccupé que du succès de la lutte menée par les travailleurs ; à aucun moment, d'ailleurs, il ne s'est opposé à la section syndicale CGT de Gervais.

Pour nous, marxistes-léninistes, soutenir effectivement une lutte, ça veut dire aussi démasquer toutes les tentatives de récupération, de détourner la lutte au profit de visées politiques électorales ou de contrôle de la lutte. Là, on l'a bien vu, les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et les trotskistes, voyant que leurs manœuvres échouaient, ont essayé de saboter le soutien et la popularisation, ont essayé de diviser les travailleurs.

**Mais ils ont échoué une nouvelle fois.** Parce que les travailleurs savent très bien, depuis LIP en particulier, que le soutien unitaire est une garantie de la victoire ; parce qu'ils ont bien vu que les marxistes-léninistes n'ont pas essayé de récupérer leur lutte ; parce que des militants sincères du P.C.F. n'ont pas appliqué la ligne de collaboration de classe de leurs dirigeants, qu'ils étaient d'accord avec le soutien. C'est pourquoi nous leur disons :

**Vive la lutte classe contre classe !  
A bas le révisionnisme !  
Vive le marxisme-léninisme !**

**Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge (Orsay) et des travailleurs habitant les Ulis ayant participé au soutien**

# VILLEJUIF: LES VRAIS COUPABLES

## Le venin

De part et d'autre on cherche à dissimuler les raisons véritables des événements de Villejuif : les mauvaises conditions de logement. On cherche à faire croire qu'ils seraient le résultat d'une haine raciale entre Algériens et Maliens qui ne pourraient pas s'entendre. Cela est utile pour dissimuler le seul racisme qui soit : celui que connaissent tous les travailleurs immigrés. Mais c'est utile également pour dédouaner les vrais responsables, ceux qui font s'entasser les travailleurs immigrés dans des foyers-ghettos.

Ecoutez Claudius Petit, député centriste, ex-ministre du Travail mais aussi patron des foyers Sonacotra, dont celui de Villejuif, qui s'enrichit de la misère des immigrés : «*Dès l'instant où vous mettez deux communautés, en nombre égal, face à face, vous créez les conditions d'un conflit*». Il ne vous dira pas les millions que lui rapportent les taudis où vivent les travailleurs immigrés.

Ecoutez maintenant le maire adjoint P.C.F. de Villejuif : «*Il faut voir la réalité en face. Pour des raisons historiques, les communautés africaines et maghrébines ont des modes de vie différents. Il était aisément prévisible qu'une longue cohabitation, avec un nombre aussi élevé de travailleurs isolés, ne pouvait qu'exacerber ces différences*».

Quant à la municipalité elle déclare : «*Afin d'éviter tout nouvel incident dramatique, nous demandons que les logements devenus vacants dans ce foyer soient attribués à de jeunes travailleurs français*».

Pas un mot bien sûr sur les mauvaises conditions de logement parce qu'alors on leur demanderait : vous qui avez toléré que des travailleurs vivent dans de telles conditions, n'êtes-vous pas aussi responsables ? Pour se blanchir il faut croire au racisme entre immigrés comme Claudius Petit.

## Quelques mensonges lus dans "Le Monde"

C'est à une véritable provocation contre l'Amicale des Algériens en Europe que s'est livré le journal «Le Monde» dans son édition du 17 juillet.

D'une part, déformant le texte du communiqué que nous publions, il fait croire que l'Amicale fait porter la responsabilité des événements de Villejuif aux travailleurs maliens et qu'elle appelle à la répression contre eux, alors qu'en réalité il s'agit-là de la dénonciation des agressions racistes de Vincennes. Faisant croire qu'il est question de Villejuif, «Le Monde» écrit : «*L'Amicale dénonce en conséquence "ces menées de caractère raciste qui aggravent le climat d'insécurité dans lequel vit la communauté algérienne migrante". Elle demande que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour sanctionner "les éléments impliqués dans ces agressions"*».

Dans une mise au point, l'Amicale des Algériens en Europe déclare :

«*Les extraits de notre communiqué cités par Le Monde du 17 juillet 1975 laissent planer une grave équivoque. Rappelons que ce communiqué concernait deux affaires distinctes : d'une part, les incidents survenus entre des ressortissants algériens et maliens dans un foyer Sonacotra de Villejuif ; d'autre part, les ratonnades auxquelles se sont livrés certains éléments de l'armée contre des travailleurs algériens à Vincennes.*»

«*Il apparaît que Le Monde a assimilé aux affrontements de Villejuif certains de nos commentaires qui concernent les provocations de Vincennes.*»

Par ailleurs, dans un autre article, «Le Monde» fait dire à un soi-disant «responsable de l'Amicale», à propos de Villejuif : «*S'il le faut, nous formerons des commandos, pour protéger nos camarades qui vont au travail.*»

Tous ces mensonges ne visent qu'une chose : faire croire à la haine entre travailleurs immigrés.

## — COMMUNIQUÉ DE L'AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE —

Les affrontements qui ont eu lieu les 13 et 14 juillet entre les communautés algérienne et malienne qui cohabitent dans le foyer Sonacotra de Villejuif, illustrent de façon sanglante le drame de la misère vécue par les travailleurs migrants.

Les causes apparentes de ces incidents, qui ont fait deux morts et une douzaine de blessés chez nos ressortissants, ne peuvent constituer à elles seules une explication suffisante.

L'Amicale des Algériens en Europe, qui dénonce depuis des années les conditions d'existence scandaleuses imposées aux travailleurs migrants résidant dans ces foyers, s'élève vigoureusement contre les interprétations tendancieuses d'une certaine presse prompte à trouver dans ces incidents regrettables une pseudo-illustration de la théorie selon laquelle il s'agirait d'affrontements raciaux.

Faire le silence sur le contexte dans lequel ces actes se sont produits, c'est omettre en même temps d'en

mentionner les causes véritables, qui risqueraient de remettre en question toute une conception de «l'accueil» et de l'habitat imposée aux travailleurs migrants, et que l'Amicale des Algériens en Europe n'a cessé de dénoncer pour sa part.

Que dire en effet de l'univers para-concentrationnaire de ces foyers régis par une réglementation intolérable et où les résidents, livrés à l'arbitraire des gérants, n'ont même pas le statut de locataires ? Que dire également de ce processus de regroupements délibérés de fortes communautés de migrants, ayant chacune leurs spécificités ethniques et culturelles, vivant dans la plus grande promiscuité et parqués en marge de la société française ? Que dire encore de ces foyers privés pour la plupart de toute animation socio-éducative et culturelle, susceptible de procurer aux migrants la possibilité de se cultiver ou de se distraire après des journées de labeur ? Que dire enfin, sinon que

les conditions objectives se trouvaient créées pour provoquer un drame d'une telle nature ?

L'Amicale des Algériens en Europe ne permettra pas que les dernières victimes algériennes soient utilisées pour susciter la haine raciale entre travailleurs migrants, dont les intérêts communs nécessitent plus que jamais une action solidaire.

Par ailleurs, la veille du 14 juillet, certains éléments de l'armée se sont livrés à des provocations systématiques à l'encontre de travailleurs algériens résidant à Vincennes.

Ces actes, dont la fréquence ne cesse d'augmenter, ne sont pas sans rappeler les ratonnades peu glorieuses de la guerre d'Algérie.

L'Amicale des Algériens en Europe, qui s'est plu à saluer la réconciliation soviétique intervenue entre les deux peuples à l'occasion du récent voyage officiel que le président de la République française a effectué en Algérie, dénonce avec vigueur ces menées à caractère raciste, qui aggra-

vent le climat d'insécurité dans lequel vit la communauté algérienne migrante.

Il importe que les pouvoirs publics français mettent tout en œuvre pour sanctionner les éléments impliqués dans ces agressions. Il importe également, que soient recherchés activement les auteurs des dizaines d'assassinats racistes dont ont été victimes, ces dernières années, des travailleurs algériens.

L'émigration algérienne, qui contribue aux postes les plus pénibles et les moins rémunérés au développement économique de ce pays, est en droit d'exiger que des mesures efficaces soient prises pour assurer sa dignité et sa protection.

L'Amicale des Algériens en Europe appelle à nouveau la communauté algérienne en France à rester calme et vigilante face aux provocations à caractère raciste et politique dont elle est la cible.

L'Amicale des Algériens en Europe

## CITROËN (RENNES) : Les révisionnistes et la grève de Chausson

Les outils (matrices) de Chausson pour la fabrication des ailes, des fonds de coffres, et des doublures de portières de R. 16 sont arrivés à Rennes il y a 15 jours, par camions militaires sous la protection des CRS. Les tôles (plans format) sont arrivées elles par train, sans doute directement de la fonderie.

Vraisemblablement, les plans de méthodes avaient été expédiés par Chausson en même temps que l'outillage, et elles ont été refaites en quelques heures à Citroën.

Le travail ainsi fourni à Citroën — 80 000 pièces — couvrira une période d'environ trois mois.

Quelle est la situation qui prévaut chez Citroën à Rennes ?

Depuis un an le personnel est passé de 14 000 à 11 000, non pas en raison de licenciements, car chez Ci-

troën on ne licencie pas, la majorité des travailleurs s'en vont d'eux-mêmes. En effet, tous les éléments indésirables sont soumis à des vexations, à des changements de poste répétés qui les conduisent à demander leur compte.

Ce qui permet à la CFT d'afficher sur le panneau syndical : «Après de dures négociations avec la direction, licenciements nuls !»

En réalité, en un an : 3 000 licenciements. Ce qui n'empêche pas la CGT-maison d'apposer sa signature aux côtés de la CFT sur le dernier accord d'établissement.

Dans cette situation où les travailleurs de Citroën sont soumis à des attaques de plus en plus graves contre le droit au travail, contre les libertés individuelles et syndicales, sont sou-

mis à des réductions d'horaire, contraints à des «congés obligatoires», on conçoit que ce «travail» tombant du ciel soit une aubaine pour la direction Citroën.

Que les travailleurs de Chausson se révoltent, on leur ôte une de leurs armes principales : les machines, et du même coup, le patron espère retarder la révolte des ouvriers de Citroën en leur fournissant du travail.

Les professionnels de la trahison à la direction de la CGT commencent le travail à Gennevilliers et l'achèvent à Rennes !

A Gennevilliers, les responsables CGT et P.C.F. laissent les CRS occuper l'usine en refusant l'occupation de masse.

Non satisfaits de laisser les travailleurs se faire déloger de leur usine, ils protègent les CRS lorsque les ouvriers attaquent les camions venus charger

les outils. Leur service d'ordre fera tellement corps avec le cordon de CRS qu'ils partageront avec eux les projectiles lancés par les travailleurs. Pour les révisionnistes, il est l'heure de les faire «entrer ensemble et plus forts» !

Les camions protégés par les CRS peuvent arriver en toute tranquillité à Rennes (et à Sud-Aviation à St. Nazaire). Rien n'est fait par les révisionnistes depuis 15 jours pour mobiliser les travailleurs de Citroën ou de Sud-Aviation. Pas même une information, pas un seul mot à Citroën pour expliquer d'où viennent ces mystérieux camions et ce travail inattendu.

A une trahison révisionniste à Gennevilliers s'ajoute une manœuvre de division de la classe ouvrière à Rennes.

Correspondant H.R.